
Cahier 1

Chapitre 2

Explorations autour des liens
entre chômage et pauvreté

Nicole Roth
avec la collaboration de F. Murat

Insee

Chômage et ménages : un point sur les évolutions récentes

Depuis cinq ans, et essentiellement depuis la mi-1997, le chômage a fortement diminué en France, comme dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. Ces évolutions sont bien connues pour ce qui concerne les individus. Afin de compléter le diagnostic, il est utile de retracer les conséquences de ces évolutions au niveau des ménages. On reprend ici le concept de ménage « concerné par le chômage », tel qu'il a été défini par F. Brunet *et alii*¹, utilisant les définitions au sens du Bureau international du travail (Bit) des enquêtes annuelles sur l'emploi. À savoir qu'un ménage est concerné par le chômage dès lors qu'il comporte au moins un actif au chômage, cette notion large sera restreinte à la personne de référence et à son conjoint éventuel dans un second temps.

En mars 2001, 2,1 millions de ménages comptent au moins une personne au chômage en leur sein, ils représentent 13 % des ménages comportant au moins un actif (tableau 1). Cette proportion est en baisse sensible. En mars 2000, en effet, 14,7 % des ménages comportant au moins un actif étaient concernés par le chômage (soit 2,4 millions de ménages), et cette proportion s'élevait à 17,5 % en mars 1996 (soit 2,7 millions de ménages). En cinq ans, la proportion de ménages concernés par le chômage a ainsi reculé de 4,5 points. Si l'on ne tient pas compte des enfants présents dans le ménage, la proportion de ménages concernés par le chômage est plus faible. En effet, 10,8 % des ménages sont concernés par le chômage de la personne de référence ou de son conjoint en mars 2001. Cette proportion recule de 1,3 point sur un an et de 3,5 points par rapport à mars 1996.

La proportion de ménages concernés par le chômage d'un enfant actif est de 20,6 % en mars 2001, contre 23,4 %, un an plus tôt et près de 30 %, en mars 1996. En cinq ans, du fait de l'amélioration sur le marché du travail qui a profité en premier aux jeunes, la proportion de ménages concernés par le chômage d'un enfant a ainsi fortement reculé, de près de 9 points. L'amélioration sur le marché du travail a également pu jouer de façon indirecte sur la composition des ménages : on observe ainsi entre 1996 et 2001, une baisse de deux points de la proportion de couples avec enfant et une hausse correspondante de la proportion de personnes seules ou de couples sans enfants, qui pourrait résulter en partie d'un départ, un peu moins tardif, des jeunes du domicile de leurs parents.

De façon structurelle, le chômage concerne différemment les ménages selon leur configuration. Ce sont les familles monoparentales qui sont le plus souvent touchées par le chômage (14,5 % en 2001), contre 9,9 % pour les personnes seules, si on se restreint au champ de la personne de référence ou de son conjoint éventuel, parmi les ménages comportant un seul actif. À l'inverse, les couples, dont un seul membre est actif, sont deux fois moins concernés par le chômage : 7 % des couples sans enfant et 7,9 % des couples avec enfant(s).

¹ F. Brunet, D. Goux, C. Thiesset, « *Le chômage au sein des ménages* », Insee première n° 775, mai 2001.

Tableau 1

Les ménages concernés par le chômage

	Proportion de ménages concernés par le chômage		Proportion de ménages où la personne de référence ou le conjoint est au chômage		Proportion de ménages où un enfant est au chômage		Répartition des ménages actifs		Ménages concernés par le chômage (en milliers)	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001	1996	2001	1996	2001
Personnes seules	12,5	9,9	12,5	9,9			18,8	20,4	370	327
Moins de 30 ans	12,4	10,2	12,4	10,2			5,0	5,3	98	87
30 ans ou plus	12,5	9,9	12,5	9,9			13,8	15,1	271	241
Familles monoparentales	24,7	20,0	17,2	14,5	33,1	25,4	8,5	8,8	328	285
Parent actif	23,5	18,9	17,2	14,5	35,3	24,8	7,0	7,5	260	228
Parent inactif	30,6	26,2			30,6	26,2	1,4	1,3	68	57
Couples sans enfant	15,1	10,7	15,1	10,7			18,8	20,1	446	347
Un actif	9,7	7,0	9,7	7,0			6,2	6,4	94	73
Deux actifs	17,7	12,4	17,7	12,4			12,7	13,7	352	275
Couples avec enfant(s)	18,4	13,4	14,4	10,4	27,8	19,0	49,1	46,9	1 424	1 015
Aucun membre du couple actif	27,9	22,3			27,9	22,3	2,2	1,8	97	65
Un membre du couple actif	15,3	11,7	9,6	7,9	31,5	22,2	13,9	12,5	333	238
Deux membres du couple actifs	19,1	13,5	16,3	11,4	25,4	16,2	33,0	32,6	993	713
Autres ménages	24,2	20,1	13,2	12,4	31,8	22,5	4,8	3,8	181	124
Un actif	16,7	14,9	11,6	11,4	28,8	17,7	2,1	1,7	55	40
Deux actifs ou plus	30,0	24,2	14,1	13,0	33,1	24,7	2,7	2,1	126	84
Ensemble	17,5	13,0	14,3	10,8	29,3	20,6	100,0	100,0	2 749	2 099

Note : on a retenu ici un concept strict pour la vie en couple : les couples cohabitant avec d'autres personnes qu'avec leurs enfants éventuels sont classés en « autres ménages ». Les enfants d'un couple ou d'un parent isolé sont considérés sans limite d'âge supérieure.

Lecture : en mars 2001, 13 % des ménages sont concernés par le chômage, c'est-à-dire qu'ils comptent au moins un chômeur, qu'il soit personne de référence, conjoint, enfant ou autre. Pour les ménages dont soit la personne de référence, soit son conjoint est actif, la proportion de ménages concernés par le chômage de l'un ou de l'autre est de 10,8 %. Parmi les ménages avec enfants dont l'un au moins est actif, 20,6 % ont un de leurs enfants au chômage.

Champ : ménages comportant au moins une personne active (au sens du Bit).

Source : Insee, enquêtes sur l'emploi.

Pour les couples, le chômage concerne plus fréquemment les couples comptant deux actifs que les couples avec un seul actif. Cependant, les écarts ne vont pas du simple au double, comme on pourrait l'observer si le chômage touchait les individus indépendamment de leur situation familiale. En fait, les écarts sont plus faibles, ce qui peut, en partie, résulter de comportements complexes de recherche d'emploi au sein des couples. Ainsi, quand, dans un couple, l'unique actif perd son emploi, le conjoint peut lui aussi se mettre à

chercher un emploi ; le ménage devient alors un ménage à deux actifs concerné par le chômage. Symétriquement, dans un couple où les deux conjoints ont un emploi, si l'un des deux se retrouve au chômage, il peut éventuellement renoncer à chercher un emploi et devenir inactif ; le ménage devient alors un couple avec un actif non concerné par le chômage. Par ailleurs, par rapport aux personnes vivant seules, le fait de vivre en couple peut fournir aux chômeurs des atouts supplémentaires dans leur recherche d'emploi, par le biais de réseaux familiaux plus étendus, et ainsi faciliter leur reprise d'emploi.

Enfin, si les couples comportant deux actifs sont plus souvent concernés par le chômage que les ménages avec un seul actif (à l'exception des familles monoparentales), très peu d'entre eux sont concernés par le « chômage total ». En effet, en mars 2001, la proportion de couples où les deux conjoints sont chômeurs atteint 1 % des couples dont les deux conjoints sont actifs, soit 75 000 ménages. La proportion de ces couples où la personne de référence et son conjoint sont chômeurs a ainsi reculé par rapport à 1996 (elle atteignait 1,7 % des couples de deux actifs, soit 125 000 ménages). De fait, bien que plus souvent concernés par le chômage, les couples de deux actifs sont aussi ceux pour lesquels l'impact du chômage sur le niveau de vie risque d'être moins marqué, du fait de la présence d'un deuxième apporteur de ressources. Pour un couple avec un seul actif, une personne seule ou un parent isolé, le risque de chômage, et donc d'absence de revenus du travail, est beaucoup plus important : de l'ordre de 7 % pour les couples mono-actifs, de 10 % pour les personnes seules et de 14 % pour les parents d'une famille monoparentale.

Des liens complexes entre chômage et pauvreté monétaire

Au vu des premiers indicateurs sur l'évolution de la pauvreté, donnés par les Enquêtes permanentes sur les conditions de vie de l'Insee (Pcv), les évolutions du taux de pauvreté monétaire ne reflètent pas les évolutions retracées ci-dessus concernant l'évolution du chômage². Entre 1996 et 2000, on ne décèle aucune évolution significative du taux de pauvreté monétaire, que ce soit pour l'ensemble de la population ou pour la population en âge de travailler.

Tous les pauvres ne sont pas chômeurs

Une première explication à cette absence de lien mécanique entre chômage et pauvreté tient à la structure de la population pauvre. Les travaux de J.-M. Hourriez montrent ainsi une forte hétérogénéité des situations au sein de la population pauvre³. Les facteurs qui font passer un ménage sous le seuil de pauvreté sont, en effet, multiples : le chômage, total tout au long de l'année ou intermittent sur une partie de l'année, un bas salaire annuel lié à une situation de sous-emploi (temps partiel contraint), certaines situations d'activité indépendante (agriculteurs...). À ces facteurs individuels, viennent s'ajouter d'autres explications ne dépendant pas directement du marché du travail. Ce sont, par exemple, les

² « Revenus et patrimoine des ménages », coordination J.-M. Hourriez, collection Synthèses, Insee, 2001.

³ J.-M. Hourriez, « Avoir un emploi et être pauvre – Bas salaires, sous-emploi et chômage, quels liens avec la pauvreté ? », France, Portrait social, édition 2001-2002.

structures familiales (familles nombreuses ou monoparentales) ainsi que la faiblesse de certains revenus de remplacement pour les inactifs et notamment pour certains retraités.

Le tableau 2 permet ainsi de décomposer la population des 4,2 millions de personnes pauvres en 1997, en les distinguant selon leur statut d'activité défini ici sur une période annuelle. Ainsi, d'après l'enquête Revenus fiscaux de 1997, 1,7 million de personnes sont des actifs pauvres, dont 1,2 million de « travailleurs pauvres » – ils ont été en emploi au moins un mois au cours de l'année écoulée – et 0,5 million de personnes qui ont connu le chômage tout au long de l'année. Deux tiers des travailleurs pauvres ont exercé une activité professionnelle tout au long de l'année, pour 60 % d'entre eux en tant que salariés et 40 % d'entre eux en tant qu'indépendants⁴. Le tiers restant a connu au cours de l'année une alternance de chômage et d'emploi salarié.

Tableau 2

Typologie des personnes pauvres en 1997 (en milliers)

		Ensemble	Dont vivant avec un actif pauvre
Actifs (au moins 6 mois dans l'année)			
	« Travailleurs pauvres »	1 173	1 173
	<i>dont salariés 12 mois</i>	453	453
	<i>non salariés 12 mois</i>	315	315
	<i>emploi salarié et chômage</i>	404	404
	Chômeurs pauvres (12 mois)	522	522
Ensemble des actifs pauvres		1 695	1 695
Inactifs (ou actifs moins de 6 mois dans l'année)			
	Enfants (moins de 17 ans)	1 013	926
	Inactifs de 17 à 59 ans (non retraités)	992	763
	Retraités ou inactifs de 60 ans ou plus	514	61
Ensemble des inactifs pauvres		2 519	1 750
Ensemble des pauvres		4 214	3 445

Note : un actif est une personne ayant fait partie de la population active au moins 6 mois dans l'année. Un « travailleur » est un actif ayant occupé un emploi au moins un mois dans l'année.

Champ : personnes pauvres (en ménages ordinaires), non compris les ménages dont la personne de référence est étudiante.

Source : Insee-Dgi, enquête Revenus fiscaux 1997.

Le nombre d'inactifs pauvres est nettement supérieur à celui des actifs pauvres (2,5 millions contre 1,7 million). Deux tiers de ces inactifs pauvres (1,75 million de personnes) font cependant partie du « halo » de la pauvreté laborieuse, au sens où ils cohabitent avec un actif pauvre, que ce dernier soit en emploi ou au chômage. Pour les autres, soit un peu moins de 800 000 personnes, la pauvreté n'est donc pas liée à la situation sur le marché de l'emploi.

⁴ Les non salariés pauvres constituent un cas particulier : au vu de leur consommation ou de leur bien-être subjectif, ils apparaissent moins démunis que les salariés ou les chômeurs pauvres. En effet, pour certains d'entre eux, la faiblesse de leurs revenus monétaires peut refléter des fluctuations comptables ainsi qu'une sous-estimation des revenus du patrimoine.

Au total, en recomposant les différents types de personnes pauvres concernées par le chômage au cours de l'année écoulée, soit directement, soit au titre d'un membre du ménage, le chômage constitue l'un des déterminants de l'entrée en pauvreté pour un peu moins de la moitié de l'ensemble des personnes pauvres (environ 1,9 million ⁵, soit 44 % de l'ensemble). Au vu de ces chiffres, la baisse du chômage ne constitue donc pas un moyen de sortir de la pauvreté pour 56 % des personnes pauvres, soit parce qu'elles font partie d'un ménage inactif, soit parce que les actifs du ménage occupent déjà un emploi continu sur l'année.

De plus, pour les chômeurs retrouvant un emploi, il n'est pas acquis que le seul changement de statut leur permette de sortir de la pauvreté. Au vu du nombre toujours important d'emplois atypiques (les formes particulières d'emploi) ou d'emplois à temps partiel contraint (tableau 3), la baisse du chômage ne se traduit pas forcément par une sortie de la pauvreté. Elle peut, dans un premier temps, augmenter la proportion de travailleurs pauvres.

Tableau 3

Statut des emplois et proportion d'actifs occupés à temps partiel dans les secteurs concurrentiels

en milliers

	Mars 1996	Mars 1997	Mars 1998	Janvier 1999	Mars 2000	Mars 2001
Emplois temporaires	1 172	1 276	1 419	1 472	1 640	1 641
Contrats à durée déterminée	594	644	687	686	737	707
Intérimaires	262	316	398	428	528	595
Apprentis	204	216	240	259	268	241
Contrats aidés ¹	111	100	94	99	107	98
Proportion d'actifs occupés à temps partiel (en %)	13,5	14,4	15,2	15,2	14,7	14,2
Taux de sous-emploi parmi les emplois à temps partiel (en %)	41,6	43,9	41,7	39,2	39,0	35,8

¹ Contrats d'aide à l'emploi (Ces, Cie...) et stages de la formation professionnelle classés dans l'emploi au sens du Bit.

Source : Insee, enquêtes sur l'emploi.

Tous les chômeurs ne sont pas pauvres

Inversement, le chômage n'entraîne pas forcément la pauvreté, loin s'en faut. D'après l'enquête Revenus fiscaux de 1997, si la probabilité d'être pauvre, pour un ménage concerné par le chômage, est 3,5 fois plus importante que pour un ménage non concerné par le chômage (et dont la personne de référence est en âge de travailler), les quatre-cinquièmes des ménages comportant un chômeur sont, néanmoins, au-dessus du seuil de pauvreté.

⁵ On procède ici à une simple règle de trois pour déterminer l'importance des inactifs cohabitant avec les chômeurs pauvres. Il s'agit donc d'ordres de grandeurs indicatifs.

La baisse du chômage, depuis 1997, a eu des effets bénéfiques sur l'ensemble des chômeurs, et, en particulier, sur ceux situés au-dessus du seuil de pauvreté. Partant, le seuil de pauvreté (relatif) a pu ainsi être tiré vers le haut par l'évolution du niveau de vie médian. Une période de reprise et de baisse du chômage peut ainsi se traduire par une hausse du seuil de pauvreté et une stabilisation de la proportion de ménages sous le seuil, voire paradoxalement, par une augmentation de cette proportion. Une telle situation pourrait ainsi se produire si la baisse du chômage profitait davantage aux ménages situés au-dessus du seuil de pauvreté qu'aux ménages pauvres. Si on en revient au tableau 1, on constate que tous les ménages n'ont pas bénéficié, dans la même mesure, de la baisse du chômage. Ainsi, la baisse relative de la proportion de ménages concernés par le chômage de la personne de référence ou de son conjoint atteint près de 25 % entre 1996 et 2001. Trois catégories de ménages se distinguent par une baisse relative plus importante que cette moyenne : les couples bi-actifs, avec ou sans enfant (environ 30 % de baisse relative pour chaque catégorie) et les couples mono-actifs sans enfant (28 % de baisse). Pour les personnes seules, les familles monoparentales et les couples mono-actifs avec enfant(s), la baisse est relativement moins marquée. L'impact de ces évolutions différenciées du chômage sur le taux de pauvreté ne s'impose donc pas.

Pour tenter de chiffrer l'impact de la baisse du chômage, une simulation a été effectuée à l'aide du modèle INES, consistant en un calage des structures de population de mars 1997 sur celles de 2000⁶. Si on prend en compte ce seul calage sur les structures de population (opérant au niveau individuel et au niveau des ménages), et en supposant, par ailleurs, les revenus inchangés en francs constants et la législation constante, on obtient une population virtuelle dont les pondérations reflètent la situation de l'enquête Emploi de mars 2000⁷.

À chaque jeu de pondérations, est associé un seuil de pauvreté correspondant à la moitié du revenu disponible médian par unité de consommation (UC), les ménages sont ensuite classés en fonction de ce seuil relatif à chacune de ces pondérations. En pondération 1997, le seuil de pauvreté s'établit à 3 500 francs par mois et par UC, et la proportion de ménages pauvres atteint 7,0 % (8,6 % si l'on se restreint au champ des ménages dont la personne de référence est d'âge actif, en adoptant un seuil de pauvreté spécifique à cette sous-population). En pondération 2000, le seuil de pauvreté augmente légèrement en francs constants, d'un peu moins de 1 %, et la proportion de ménages sous le seuil baisse, mais de façon faible : de 0,1 point pour l'ensemble des ménages et de 0,3 point si on se restreint au champ des ménages d'âge actif.

Dans la simulation, le faible impact de la baisse du chômage sur le taux de pauvreté s'explique par son effet diffus sur l'ensemble de la population : le tableau 4 présente une décomposition des ménages pauvres ou non pauvres, selon qu'ils sont ou non

⁶ Pour un autre chiffrage, voir le rapport « *Inégalités économiques* », T. Atkinson, M. Glaude, L. Olier, CAE, La Documentation française, 2001.

⁷ Ce calage a été utilisé dans « *France, Portrait social* », Insee, édition 2001-2002, dans le chapitre Vue d'ensemble « *Chiffrement ex ante de l'effet de trois réformes sur le revenu des ménages* ». Il est présenté de façon détaillée dans l'article de B. Lhommeau et F. Murat, à paraître, Drees.

concernés par le chômage en 1997 (situation réelle) et en « 2000 » (situation construite par calage). Au vu de cette simulation, qui ne prétend évidemment pas être une prévision de ce qui sera réellement observé dans l'enquête Revenus fiscaux 2000, il apparaît que la baisse du chômage peut ne jouer que de façon très amortie sur la pauvreté. Et ceci, du fait de l'amélioration de l'emploi pour les ménages situés au-dessus du seuil de pauvreté.

Notons que cet effet est obtenu sans introduire d'hypothèse d'évolution des revenus d'activité, évolution qui pourrait elle aussi, contribuer à faire augmenter le niveau de vie médian et donc le seuil et le taux de pauvreté.

Tableau 4

Nombre de ménages pauvres et non pauvres selon la présence ou non d'un chômeur dans le ménage

en millions de ménages

	Ménages non pauvres	Ménages pauvres	Ensemble
Pondérations 1997			
Personne de référence > = 60 ans	7,69	0,40	8,08
Pas de chômeur dans le ménage	12,02	0,74	12,76
Au moins un chômeur dans le ménage	2,00	0,49	2,49
Ensemble	21,71	1,63	23,34
Pondérations 2000 (et seuil de pauvreté simulé 2000)			
Personne de référence > = 60 ans	7,77	0,40	8,17
Pas de chômeur dans le ménage	12,69	0,79	13,48
Au moins un chômeur dans le ménage	1,74	0,44	2,18
Ensemble	22,21	1,63	23,84

Note : un seuil de pauvreté est calculé pour chaque pondération.

Lecture : en 1997, 2,49 millions de ménages d'âge actifs sont concernés par le chômage ; 2 millions, soit 80 % d'entre eux sont non pauvres, 0,49 million sont pauvres.

En pondération 2000, le nombre de ménages concernés par la baisse du chômage diminue, mais la répartition des ménages dont un membre est au chômage selon qu'ils soient pauvres ou non pauvres reste quasiment inchangée.

Champ : personnes pauvres (en ménage ordinaire), non compris les ménages dont la personne de référence est étudiante.

Source : Insee-Dgi, enquête « Revenus fiscaux 1997 », modèle INES, calculs division Études sociales.

Vers un taux de pauvreté semi-relatif pour les comparaisons ?

Si au lieu de raisonner en seuil relatif à chaque date (1997 et 2000), on étudie l'évolution de la proportion de ménages sous le seuil de pauvreté figé à sa situation de 1997, l'effet de la baisse du chômage sur le taux de pauvreté serait plus marqué. En effet, au lieu d'une baisse de 0,1 point en population générale, on observerait une baisse de 0,3 point, la proportion de ménages pauvres s'établissant alors à 6,7 % en pondération 2000, avec un seuil de pauvreté en pondération 1997. Au moins en simulation, il apparaît ainsi important de présenter deux chiffrages du taux de pauvreté, le premier relatif, qui est utilisé usuellement, et un second « semi-relatif », ne prenant pas en compte l'évolution du seuil entre deux dates ou entre deux législations.